

C'était lors d'une rencontre entre le ministre du commerce et les acteurs du secteur au Cameroun.

Comme principales préoccupations au centre de cette rencontre : garantir l'approvisionnement du marché local et préserver l'industrie locale. Pour relever ces deux défis, les producteurs ont fait une dizaine de propositions. Ils ont notamment demandé de faciliter la présence et améliorer la visibilité des produits locaux dans les grandes surfaces ; d'intégrer les producteurs locaux et artisans des cosmétiques dans un comité technique en vue de l'élaboration des normes spécifiques de la filière, de réduire les délais de paiement des petits producteurs locaux par les supermarchés.

En effet, explique, Jeanne Marlyse Donna, copromotrice de Maison Sanzo'o, « nous achetons tout au comptant et nous livrons pour être payés 60 à 90 voire 120 et 180 jours après ». En outre, les producteurs ont suggéré de réduire les coûts de certification qui sont hors de portée pour les très petites entreprises (TPE) et artisans ; de mettre sur pied un véritable accompagnement des producteurs en termes de sensibilisation et formation et de réduire les coûts d'importation des matières premières et outils de production.

En réponse, Luc Magloire Mbarga Atangana a promis que ces propositions seront examinées par le gouvernement. Une autre concertation est également annoncée dans les prochaines semaines pour arrêter la stratégie de développement de l'industrie cosmétique locale. Selon les chiffres officiels, les industriels camerounais ne contrôlent que 25% du marché. Le reste de la demande est comblée par les importations. Entre 2015 et 2017, le pays a dépensé 114 milliards de FCFA pour importer les parfums et les produits de beauté.
